ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

inondations

Question écrite n° 74389

Texte de la question

M. Jean-Marc Roubaud appelle l'attention de Mme la ministre de l'écologie et du développement durable sur les alertes de Météo France relatives aux inondations. Les seuils de déclenchement des alertes déclarés par Météo France, lors de fortes précipitations, ne tiennent compte que des quantités d'eau prévues. Or, comme il a malheureusement été constaté ces derniers jours dans le Gard, le degré d'imbibition des sols joue un rôle important dans les inondations. En conséquence, il lui demande si elle envisage de prendre des mesures afin de prendre en compte ce paramètre dans les différents seuils d'alerte.

Texte de la réponse

La ministre de l'écologie et du développement durable a pris connaissance, avec intérêt, de la question concernant la vigilance météorologique et notamment la prise en compte, dans les seuils d'alertes de Météo France, du degré d'imbibition des sols. Les services du ministère de l'écologie et du développement durable, du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ainsi que de Météo France travaillent actuellement en ce sens. L'objectif est de faire évoluer le volet « précipitations intenses » de la procédure de vigilance météorologique vers la prise en compte de l'état de saturation des sols précédant l'arrivée des précipitations, dans la définition des différents niveaux de vigilance. En complément de la procédure de vigilance météorologique, la future procédure de vigilance crues, en cours d'expérimentation par le ministère de l'écologie et du développement durable, prend en compte cet état de saturation des sols, ainsi que l'état des nappes souterraines susceptibles de contribuer aux crues, dans la prévision des débits de crue des principaux cours d'eau du territoire.

Données clés

Auteur : M. Jean-Marc Roubaud
Circonscription : Gard (3e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 74389
Rubrique : Sécurité publique
Ministère interrogé : écologie
Ministère attributaire : écologie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 27 septembre 2005, page 8854
Réponse publiée le : 17 janvier 2006, page 500